



Presse Internationale

mensuel – n°44 – décembre 2006 - 1€(soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

des militants en Belgique de la
Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.litci.org - lct.cwb@gmail.com

« *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



Avec les travailleurs de VW - défendre l'emploi

Tous à la manifestation - 2 décembre - 10 h 30 - gare du Midi

p.3

Pour la libération immédiate

des enfants en prison:

Pour la suppression des centres fermés

Dimanche 3 décembre 14 h

Marche de la gare de Nossegem au Centre fermé 127bis

Aussi dans ce numéro:

Bush perd en Iraq... et aussi aux Etats-Unis - p.6

La **Ligue Communiste des Travailleurs** - p.11

Non à la loi liberticide - p.12

Pour la liberté de Vincente

Libérez *tous* les prisonniers

Régularisez *tous* les sans papiers



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Stop aux restructurations et aux fermetures !

Le 21 novembre dernier, la direction de VW à Forest annonçait son intention de licencier 4000 personnes, entraînant près de 9000 emplois secondaires.

Le gouvernement s'est dit « *choqué par le drame humain qui se joue à Forest* ». Mais, dans un communiqué de presse 4 jours avant l'annonce de VW, Verhofstadt rappelait que le gouvernement poursuivait une politique de *réduction du coût du travail en équipes, sous la forme d'une réduction du précompte professionnel. Au 1er avril 2007, cette réduction s'élèvera à 10,7 %*. Et le gouvernement, malgré les fortes mobilisations de l'année passée, a imposé le pacte de « solidarité » entre générations qui favorise la flexibilité et supprime le droit à la pré-pension !

Pourtant, dans le conflit à VW-Forest, le gouvernement veut se faire passer pour un allié des travailleurs. Mais il y a longtemps que les gouvernements, toutes couleurs confondues, n'ont cessé de faire des cadeaux aux patrons. Et actuellement, la police est mobilisée, non pour récupérer cet argent mais pour contenir les « débordements » de la colère des travailleurs.

Les travailleurs de VW - tout comme ceux de Clabecq, de Splintex, de la Sabena et de tant d'autres grandes luttes - ne peuvent que compter sur la solidarité des travailleurs. Voilà pourquoi ils sont allés voir les travailleurs de Ford Genk, ils ont reçu une visite émouvante de travailleurs de La Louvière au piquet à Forest, ils ont reçu des messages de solidarité d'autres sites de la multinationale.

L'Assemblée des travailleurs et travailleuses licenciés de SEAT (Espagne) ont souligné que « *Dans la division, nous ne pourrions jamais faire face aux menées anti-ouvrières de la multinationale !* ». Les travailleurs de VW du Brésil ont rappelé que chez eux aussi, VW fait d'énormes bénéfices et est copieusement subsidié par le gouvernement de Lula en détriment des besoins pour l'éducation et la santé.

Par contre, le dirigeant du syndicat des

métallos allemands chez VW, Bernd Osterloh, dit que « *les salaires en Belgique sont trop hauts* ». Avec des « solidarités » pareilles, il ne faut pas s'étonner que ce monsieur vienne d'être promu à la Présidence du Conseil d'Entreprise mondial de VW, avec le soutien enthousiaste des patrons.

D'autre part, nos hautes bureaucraties syndicales sont aussi surtout soucieuses de « calmer » plutôt que d'organiser la résistance, Ils n'avaient qu'un mot à la bouche après l'annonce de la fermeture : « *Les travailleurs de Forest sauront rester dignes.* », c'est à dire, ne pas chercher à se mobiliser et attendre, chez eux, les informations de la télé.

Dans la lutte des classes, que cela soit en Belgique ou ailleurs dans le monde, les victoires que nous pouvons arracher aux multinationales et aux gouvernements à leur service dépendent de la fermeté dans la direction de nos luttes et de la solidarité dont celles-ci s'entourent. Nous devons exiger que nos directions syndicales ne se limitent pas à voter des motions de solidarité et organiser une manifestation. Il faut discuter à la base un plan de lutte conséquent, dont la manifestation n'est qu'un point de départ pour être suivi par des grèves sectorielles, des blocages, un combat généralisé une fois pour toutes contre les fermetures. Il s'agit de construire la mobilisation pour défendre nos emplois et ceux de nos enfants. Le combat pour les emplois de VW, pour *tous* les emplois, et non pas pour quelques miettes de compensation ou des plans de reclassement aussi illusoire qu'inconséquents, doit être le point de départ pour une mobilisation dans tout le pays, autour d'une exigence claire et nette, manifestée sur un calicot face au piquet à l'usine:

**Gedaan met sluiten
Stop aux fermetures**

Avec les travailleurs de VW : défendre l'emploi



Depuis des années, les annonces d'une restructuration profonde ou d'une fermeture de l'entreprise VW à Forest se sont succédées à intervalles réguliers, produisant chaque fois davantage de stress pour les travailleurs de Volkswagen et de ses sous-traitants.

Ces annonces n'ont pas été sans conséquence pour les travailleurs : augmentation de la flexibilité du temps de travail, intensification de la charge de travail, dégraissage des effectifs, externalisation croissante de la fabrication des sous-ensemble...

Le chantage à la fermeture permettait de faire sortir par la grande porte de l'usine un nombre croissant de travailleurs pour les faire rentrer par la petite porte des sous-traitants, à des conditions inférieures ; de même qu'il a permis de faire accepter par le personnel des conditions de travail de plus en plus pénibles. Ainsi, entre 2000 et 2006, le nombre de travailleurs à VW est passé de 7140 à 5400 et la proportion d'intérimaires au sein de l'entreprise n'a fait qu'augmenter. Pourtant, le nombre de voitures assemblées n'a, quant à lui, pas diminué. Les travailleurs à la chaîne voient ainsi arriver une nouvelle voiture à assembler toutes les 76 secondes.

Face à ces concessions, les travailleurs pouvaient du moins se sentir rassurés des résultats très positifs du site situé à Bruxelles, atteignant des niveaux de productivité très élevés (jusqu'à 2 à 3 % d'augmentation de la productivité chaque année). Mais les efforts consentis de leur part et l'accroissement des bénéfices de l'entreprise se sont chaque fois traduits par encore plus de pressions et de menaces.

Face à celles-ci, l'Etat belge s'est pressé de satisfaire au mieux les

désirs du patronat de l'entreprise Volkswagen en mettant à sa disposition un immense terrain public de 75000m² et en investissant plus de 35 millions d'euros dans cet Automotive Park, permettant de renforcer la disponibilité et l'adaptabilité des sous-traitants aux besoins de l'usine. La région bruxelloise a investi 500 mille euros dans un centre de formation, Iristech, destiné aux futurs travailleurs de VW et ses sous-traitants. Enfin, les cadeaux fiscaux se sont succédés qui peuvent être évalués à des centaines de millions d'euros : diminution des charges patronales, diminution des charges sur le travail d'équipe et de nuit, nouvelle disposition permettant de mettre au chômage technique (et donc sur les fonds publics) les travailleurs lorsque les commandes de l'entreprise diminuent...

De même, le gouvernement prévoit de changer la législation sur le temps de travail afin d'adapter le temps de travail sur une durée de 6 ans, soit la durée de vie commerciale d'un modèle automobile. Le système d'épargne-temps, qui a fait l'objet d'un protocole d'accord entre Agoria (fédération patronale de l'industrie technologique), la CSC Métal et l'ABVV Metaal Flandre en mai dernier, pousse encore plus loin cette flexibilisation du temps de travail.

Mais, comme ne le cache pas le Ministre-Président de la Région bruxelloise, C. Picqué, c'est justement là qu'est le rôle du pouvoir politique :

« La population a pu voir que des efforts ont été faits pour implanter durablement VW à Forest, avec ce parc mais aussi des subsides, des baisses de charges... Le politique avait donc bien fait son boulot ».¹

Avec l'annonce des licenciements à Volkswagen, la classe dominante au pouvoir n'hésite pas à révéler l'ampleur de sa servitude aux intérêts patronaux.

Mais que s'est-il donc passé ? Les travailleurs ont donné un maximum, l'Etat bourgeois a accompli parfaitement son rôle comme instrument au service des patrons...et la direction de Volkswagen a donné son verdict : 4000 travailleurs en moins ! On retire

l'assemblage de la Golf ! VW-Forest, malgré les immenses bénéfices retirés, nous coûte encore trop cher !

C'est qu'il n'y a pas que les travailleurs de VW-Forest qui ont dû faire d'importantes concessions au patronat ; IG Metall, le syndicat unique du secteur automobile en Allemagne, a signé un accord en septembre dernier avec la direction de Volkswagen, permettant une augmentation du temps de travail sans augmentation salariale. La contrepartie était le maintien de l'emploi mais la direction de l'entreprise a pourtant déjà annoncé une diminution de 20.000 travailleurs dans les entreprises allemandes dans les prochaines années. Ce n'est donc pas un « nationalisme allemand » qui a guidé la décision de VW mais d'abord les compromis effectués par un syndicat plus qu'impliqué dans les intérêts de la direction (on peut d'ailleurs affirmer que le syndicat allemand fait, d'une certaine

Le système d'épargne-temps

Ce système, déjà d'application en Allemagne dans les usines VW, amène les travailleurs à accumuler sur un compte individuel leurs heures supplémentaires, les congés de récupération sous forme de capital-argent. Ils vont pouvoir utiliser cette épargne-temps durant leur carrière avec l'accord de leur employeur. Cela permet de faire trimer un maximum les travailleurs quand les commandes de l'entreprise sont pleines et par contre de leur demander de rester chez eux si la demande faiblit. Ce système constitue donc une forme extrême d'adaptation du travailleur, de sa vie sociale et familiale aux besoins du marché. Le gouvernement a annoncé vouloir proposer prochainement au parlement un texte visant à changer la législation afin de reconnaître de tels accords. Ils pourront donc être généralisés à tous les secteurs.



façon, partie directement du patronat, étant actionnaire de l'entreprise et siégeant à la direction du conseil d'entreprise). Les travailleurs allemands risquent donc de voir leurs conditions de travail se dégrader de manière significative.

La méthode des directions patronales est très claire : il s'agit de mettre en concurrence les différents sites de production, et donc les travailleurs de ces sites, afin d'obtenir un maximum de ceux-ci. **L'annonce de la réduction drastique des emplois à Forest vise d'abord à accroître la pression sur les quelques 1500 travailleurs qui resteront, sur ceux qui seront éventuellement ré-engagés dans un futur et éventuel plan industriel à Forest (avec l'assemblage de l'Audi pour 2009 ?) mais également sur les travailleurs des autres sites européens (et en première ligne l'usine espagnole de Pampelune).**

Le message est clair : si les travailleurs veulent garder leur emploi, ils devront encore « faire des efforts » pour réduire les coûts, pour produire chaque fois plus de richesse en moins de temps de travail et ce, afin d'augmenter les bénéfices des actionnaires et du patronat.

Lors de la rencontre des syndicats européens du métal ce lundi 27 novembre, au lieu de marquer clairement la nécessité d'un combat commun contre l'offensive patronale, le syndicat allemand IG Metall n'a pas hésité à prévenir et à conseiller les travailleurs belges, faisant le jeu du patronat : *« Le tout est de savoir avec quelle rentabilité une Audi peut être assemblée à Bruxelles. En Allemagne, nous avons réduit nos coûts de 20%. Il faut voir ici avec les syndicats belges quelle peut être l'ampleur de cette réduction des coûts : 15, 20%,... »*.²

Augmentation et flexibilisation du temps de travail, réduction des salaires, réduction des charges patronales, ...jusqu'où devront aller les travailleurs, que devront-ils encore offrir d'eux-mêmes pour sauvegarder l'emploi ?

Les travailleurs de Forest l'ont d'ailleurs bien compris ; ceux qui resteront seront « pressés comme des citrons ». Déjà que les conditions de travail devenaient intenable pour nombreux d'entre eux, beaucoup craignent pour l'avenir de ceux que l'entreprise voudra bien garder.

Mais alors que les travailleurs de VW s'inquiètent de leur futur, pleurent leur désarroi, s'indignent de la brutalité de la nouvelle, et attendent des mots d'ordre de leurs directions syndicales pour se mobiliser, celles-ci sont restées étrangement préoccupées par une question : celle de garder le calme au sein de leur troupe, « de ne pas apparaître comme des sauvages mais comme des victimes ». Alors même que les travailleurs encaissaient la nouvelle, les directions syndicales en appelaient ainsi à « conserver le calme », à se montrer responsable, ...en bref elles démobilisaient par crainte des débordements d'une foule de travailleurs très légitimement en colère. Lors de l'assemblée générale qui a suivi l'annonce du licenciement par le conseil d'entreprise de VW-Forest, les représentants syndicaux ont conseillé aux milliers de travailleurs présents de « rester à la maison », et « d'attendre des nouvelles par les médias ». L'assemblée s'est dispersée laissant quelques centaines de travailleurs manifester leur colère, seuls, dans les rues de Forest.

Très vite, les médias, le pouvoir politique mais également les directions syndicales ont relayé un mot d'ordre : il s'agit de négocier de bons plans sociaux, d'obtenir une prime généreuse pour les travailleurs licenciés.

Parallèlement, surgissaient de toutes parts des promesses d'emplois aux « futurs ex-travailleurs VW » : quelques centaines à la SNCB, quelques centaines chez Intérim Védior, quelques centaines dans le secteur de la construction en Flandre, quelques dizaines pour l'aéroport de Charleroi. Si

on les additionne, ces offres seront loin de répondre aux dizaines de milliers d'emplois perdus avec la restructuration de VW (en 2003, la Banque Nationale Belge avait estimé entre 78.500 et 87.600 le nombre de postes indirects générés par VW-Forest).³ D'autre part, ces offres ne constituent pas des emplois supplémentaires ; elles ne font que promettre aux travailleurs de VW de les faire passer devant la file des chômeurs.

Ces promesses de primes généreuses et d'emplois visent à démobiliser les travailleurs, à leur faire croire que même « en restant chez eux », ils obtiendront quelque chose.

Face à ce genre de drame social, les politiques sont toujours mal à l'aise. Face à la colère de la population et des travailleurs, il s'agit de démontrer que ce n'est pas une conséquence du capitalisme mais au contraire du non respect de ses principes ou au contraire d'un manque de « libéralisme à visage humain ».

Ainsi, pour Verhofstadt, dans le dossier VW, c'est « *le principe du marché qui n'a pas joué* »,⁴ les « considérations nationales » ayant constitué, selon le premier ministre, le fondement d'une telle décision. Pourtant, si VW licencie en Allemagne dans les prochaines années au profit d'une nouvelle usine construite en Inde (530 millions de dollars y seront investis prochainement), pourra-t-on parler de « considérations nationales » ou de protectionnisme allemand ?

A ce « nationalisme d'un autre âge », les dirigeants des partis dits « progressistes » (PS, Ecolo, CDH, ...)

« Le tout est de savoir avec quelle rentabilité une Audi peut être assemblée à Bruxelles. En Allemagne, nous avons réduit nos coûts de 20%. Il faut voir ici avec les syndicats belges quelle peut être l'ampleur de cette réduction des coûts : 15, 20%,... ».

Bernd Osterloh,
direction d'IG Metall, syndicat allemand du secteur du métal.



ajoute une autre cause au drame de Forest, celui du manque d'une dimension sociale et humaine au capitalisme : l'origine ne serait pas dans l'exploitation du travail au profit du capital mais dans la faiblesse des protections sociales qui doivent côtoyer le libéralisme économique. Ces mêmes partis pourtant participent au détricotage de ces protections sociales et du droit du travail pour protéger la sainte « liberté économique » des entreprises, celle de faire du profit sur le dos des travailleurs et des fonds publics.

Et de fait, alors même que la politique des « cadeaux aux patrons » s'avèrent inefficaces pour mettre un frein aux appétits insatiables des capitalistes, comme le confirme encore la décision de VW, le gouvernement s'agenouille et propose de satisfaire encore les ultimes désirs de la direction de l'entreprise. C. Picqué, ministre-président socialiste de la Région de Bruxelles-capitale, après l'annonce de VW, proposait de « mobiliser en faveur de VW son système d'aides à l'expansion économique. Il faudrait en discuter avec la direction mais nous sommes prêts à investir à nouveau s'il le faut... ».

Ce « libéralisme social » tant défendu semble s'apparenter à un système de transfert permanent des fonds publics, à un écoulement des caisses de l'Etat et

de la sécurité sociale au profit des intérêts privés des détenteurs de capitaux et cela, « au nom de la sauvegarde de l'emploi ».

Alors que ces transferts du public vers le privé nous ont bien montré comment ils ne servent aucunement les intérêts des travailleurs et de la population mais alimentent au contraire l'appétit du patronat, on propose d'approfondir encore cette politique de soumission au marché.

Le conseil d'entreprise de VW-Forest qui s'est déroulé ce mardi 28 novembre nous dévoile la stratégie de la direction VW, déjà annoncée et martelée par le syndicat allemand : si Bruxelles veut garder VW et ses emplois, il faudra réduire les coûts ! Sans confirmer cette nouvelle, la direction allemande laisse planer le doute : 100000 Audi A1 pourrait être assemblées annuellement à Bruxelles dès 2009.

On pouvait s'attendre à ce que la nouvelle soit accompagnée de ce message : la direction belge appelle les travailleurs à reprendre le travail, « de manière à accroître les chances d'un déroulement constructif des négociations ».⁵

Ces promesses ne constituent dans ce sens qu'une manière de lancer des miettes aux travailleurs afin qu'ils se divisent dans la lutte pour les éventuels emplois qui seraient conservés, dans des conditions qui ne laissent rien présager de bon au vu des déclarations d'IG Metall et de la direction patronale.

Le risque est qu'à défaut de mobilisations réelles, fortes et autour de consignes claires, les travailleurs perdent

tout et d'abord leur unité. Les directions syndicales qui ont refusé jusqu'à présent l'arrêt de la grève sans garantie préalable doivent, dans ce sens, maintenir cette unité autour d'une revendication claire : un emploi pour tous sans dégradation des conditions de travail ! Cette unité doit être construite non seulement entre les travailleurs de VW et de ses sous-traitants mais également en cherchant à gagner la solidarité et le soutien dans cette lutte des plus larges secteurs des travailleurs en Belgique. Cette lutte qui a reçu le soutien de travailleurs de l'entreprise VW au Brésil doit également soutenir la résistance des travailleurs espagnols de Renault qui subissent une même offensive patronale et celle des travailleurs de VW-Pampelune qui risquent à leur tour de subir les conséquences du diktat du capital.

Contre la stratégie patronale de division des travailleurs des différents sites de production, exigeons des directions syndicales des différents pays des actions unitaires autour de revendications communes !

Pas de licenciement à VW-Forest et dans ses autres sites !

Maintien de l'emploi sans dégradation des conditions de travail !

Remboursement par le patronat de VW des subsides et autres cadeaux reçus de l'Etat !

¹ L'Echo, 23 novembre 2006

² Le Soir, 28 novembre 2006

³ L'Echo, le 18 novembre 2006

⁴ Le Monde, le 23 novembre 2006

⁵ Le Soir, 29 novembre 2006

Nous voulons manifester notre solidarité avec la lutte que vous menez contre la fermeture de l'usine, avec comme conséquence le licenciement de quatre milles camarades. [...] Ici au Brésil, nous vivons une situation similaire, car VW est en train d'imposer un plan de restructuration qui prétend licencier 5700 travailleurs d'ici 2008.

VW vient d'achever des records de production au Brésil et envoie de plus en plus d'argent à la maison mère en Allemagne. Les licenciements chez VW ne sont donc pas du tout justifiés et la seule explication pour les licenciements est la soif de bénéfices afin d'augmenter encore les profits.

Ces dernières dix ans, depuis le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso (FHC) jusqu'à l'actuel de Lula, 3,7 milliards de réales (1,3 milliards €) ont été transférés à VW, de l'argent de la Banque Nationale pour le Développement Economique et Social (BNDES), de l'argent qui devrait être destiné à l'amélioration des services de santé, d'éducation et de logement et pour créer de l'emploi.

Travailleurs de VW ABC - São Paulo, Brésil



Courrier International



Nous publions ici la traduction du n°125 - novembre 2006 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.
A voir sur www.litci.org

Le 7 novembre dernier, il y a eu des élections législatives et régionales aux Etats-Unis. Le parti républicain du président George Bush a subi une défaite cuisante. On ne peut comprendre ce résultat, qui affaiblit encore plus le gouvernement de Bush, que comme un reflet du cours défavorable de la guerre en Irak pour les Etats-Unis. Ce sujet est devenu le centre du débat électoral et la principale préoccupation des électeurs.

Après douze ans, le parti républicain a perdu la majorité à la Chambre de Représentants (Députés) ainsi qu'au Sénat. En même temps, les candidats du parti démocrate ont gagné le gouvernement dans au moins quatre des Etats qui étaient sous contrôle des républicains, dont New York. Il s'agit, évidemment, d'une défaite cuisante pour le gouvernement de Bush, qui sort clairement affaibli de ces élections.

Le boomerang de l'Iraq

La défaite a une explication très claire : le cours défavorable de la guerre en Iraq et de la politique de Bush au Moyen Orient s'est retourné comme un boomerang et a eu un impact sur les élections, comme une marée d'opposition populaire.

Pendant son gouvernement, Bush a parié fort sur « la guerre contre la terreur » et « la nouvelle stratégie » pour le Moyen Orient. Mais après quelques triomphes initiaux rapides, sa politique a commencé à échouer de plus en plus en Iraq, en Afghanistan et au Liban. Au lieu de fortifier le contrôle des Etats-Unis dans la région, le résultat a été son affaiblissement et le renforcement

de la résistance iraquienne, du Hezbollah, de la Syrie, du régime iranien, etc.

Le borbier en Iraq a commencé à se transformer en une guerre apparemment impossible de gagner. C'est pourquoi, au secteur minoritaire de la société américaine qui a été contre la guerre depuis le début, s'est ajouté un autre, de plus en plus important, qui s'oppose à elle à cause des risques qu'elle implique.

L'opinion publique des Etats-Unis se rend compte, que le problème de la sécurité du pays s'est aggravée : des enquêtes préalables aux élections ont indiqué que 60% des Américains croient que la guerre en Iraq a rendu une nouvelle « attaque terroriste » contre leur territoire plus probable, et plus de 50% est pour le retrait des troupes de l'Iraq.

Il est vrai que cette opposition contre la politique de Bush n'a pas produit, jusqu'à présent, les manifestations anti-guerre massives de l'époque du Vietnam. Mais elle s'est exprimée avec beaucoup de force dans les élections. Le sujet de la guerre a occupé le centre du débat électoral, contrairement aux élections législatives traditionnelles, où prédominent les sujets locaux et

spécifiques. Le résultat a été un « vote de punition » massif contre le gouvernement de Bush.

Un exemple du sentiment prédominant, et du changement qui s'est opéré dans beaucoup d'électeurs, est le triomphe de Tammy Duckworth, un ancien pilote d'hélicoptère militaire qui a perdu ses deux jambes dans la guerre en Iraq : il a fait campagne en chaise roulante, s'opposant à la guerre, et il a été élu député pour le sixième district d'Illinois (dans les faubourgs de Chicago), un lieu où, durant les dernières 32 années, les républicains avaient gagné toutes les élections. Autre fait significatif : Keith Ellison a aussi fait sa campagne en demandant le retrait des troupes, dans le cinquième secteur de Minnesota, et il est le premier musulman noir, élu comme député dans le pays.

Bush veut continuer la guerre.

Le gouvernement de Bush sort clairement affaibli des élections. Le président lui-même a admis la « claque » et a reconnu que « beaucoup de gens ont voté hier en protestation pour la situation en Iraq ». Ce n'est pas par hasard que la première conséquence du résultat a été le licenciement-renoncement du secrétaire à la

Défense, Donald Rumsfeld, une des figures les plus identifiées avec la guerre.

Toutefois, malgré l'avis majoritaire du peuple américain, Bush a déclaré qu'il maintiendra les troupes en Iraq « jusqu'à la victoire » et que, sous aucune hypothèse, « ils en sortiront vaincus », parce que cela aurait des « conséquences désastreuses ». Autrement dit, il s'avère évident que son intention est de continuer la guerre.

Les démocrates sont d'accord

Toutefois, il ne peut pas continuer avec cette politique sans l'accord des démocrates qui domineront maintenant le Congrès. En même temps, bien que, comme nous avons vu, plusieurs candidats démocrates aient gagné les élections avec des discours contre la guerre, les principaux chefs du parti, comme le sénateur Hillary Clinton, ont non seulement voté pour elle en 2003, mais ont toujours accompagné, depuis le Congrès, les décisions les plus importantes.

Après les élections, Nancy Pelosi, déléguée démocrate indiquée comme futur présidente du Congrès, a déclaré dans une entrevue à la CNN : « Il y aura, bien sûr, des auditions pour

examiner la stratégie en Iraq, mais Bush sera toujours le commandant en chef des Forces Armées dans les deux années qui viennent. » Ensuite, elle a écarté totalement la possibilité de réduire le budget de l'armée et elle a ajouté : « Nous ne laisserons jamais nos troupes sans ce dont ils ont besoin. »

C'est-à-dire, tout indique que la perspective la plus probable est un accord entre le gouvernement républicain et les législateurs démocrates pour continuer la guerre et, dans cette perspective, à définir ensemble la politique à suivre. Rappelons que d'autres lois importantes, comme celles relatives à l'immigration, sont aussi accordées de manière semblable.

Des raisons très profondes

Les raisons pour que cet accord soit possible, sont très profondes. Tant le parti républicain comme le démocrate représentent, au-delà de leurs différences idéologiques, les intérêts de la bourgeoisie impérialiste des Etats-Unis. Pour cette bourgeoisie, le contrôle du Moyen Orient - la région qui possède les réserves d'hydrocarbures les plus importantes du monde - a une importance géopolitique stratégique à un moment où ces réserves commencent à décliner.

C'est pourquoi, pour l'impérialisme américain, sortir totalement vaincu de l'Iraq aurait, comme l'a dit Bush lui-même, « des conséquences désastreuses », non seulement dans la région mais partout dans le monde. C'est pourquoi, les deux partis vont faire l'impossible pour gagner cette guerre ou, au moins, pour obtenir un « match nul ».

Les perspectives

Si notre analyse est correcte, la contradiction continuera, dans le futur immédiat, entre les aspirations de la majorité du peuple américain que les troupes sortent de l'Iraq, et la politique qu'appliqueront ses chefs. Les espoirs que le vote massif aux démocrates change le cours des choses seront frustrés. Ceci ouvrira la possibilité que le peuple américain comprenne que, pour obtenir satisfaction dans ses aspirations anti-guerre, il sera nécessaire de se mobiliser massivement contre la politique conjointe du gouvernement et du Congrès. Nous avons la confiance que, tôt ou tard, cela va arriver et que la lutte de la résistance iraquienne et les mobilisations massives aux Etats-Unis se combinent pour provoquer une défaite nette de l'impérialisme.

Le véritable génocide

Secrétariat de la LIT-QI

L'excuse utilisée par Bush pour envahir l'Irak a été qu'il allait « libérer » ce pays « de la tyrannie de Saddam Hussein » et installer une « véritable démocratie ». Aujourd'hui, pas même ceux qui ont justifié l'occupation croient en ces mots. Hans Blix, ex-chef des inspecteurs de l'ONU qui ont inspecté les supposées « armes de destruction massive » de Saddam, a déclaré récemment : « La tyrannie de Saddam était mauvaise mais la situation actuelle est encore pire ».

Les terribles conséquences que l'occupation impérialiste a eues pour le peuple irakien viennent d'être évaluées par une étude scientifique de l'Université John Hopkins, aux Etats-Unis. Cette étude révèle que, durant les dernières trois années, 655.000 irakiens sont morts comme résultat global des actions militaires, des bombardements sur des populations civiles, de l'activité des escadrons de la mort ou par le manque d'alimentation et d'attention médicale, suite à la guerre.

Autrement dit, l'impérialisme a commis, et continue à commettre, un véritable génocide en Irak. Ces chiffres montrent jusqu'à quel point de cruauté et de dédain pour les personnes, l'impérialisme est prêt à avancer pour soutenir son contrôle sur le monde. En même temps, cette réalité de l'occupation est ce qui nourrit la haine des Irakiens contre l'envahisseur et donne une base massive à la lutte de la résistance.

En analysant la situation au Moyen-Orient, dans *Courrier International* de juin 2006, nous disions : « Depuis le 11 septembre 2001, le gouvernement de George Bush a essayé de récupérer à feu et à sang son contrôle absolu sur le Moyen-Orient, aidé, avec plus ou moins de contradictions, par l'impérialisme européen. Cette politique s'est traduite par l'invasion de l'Afghanistan en 2001, puis l'invasion de l'Irak en 2003. Dans les deux cas, l'impérialisme a obtenu des victoires militaires rapide : il a renversé le gouvernement des Talibans et celui de Saddam Hussein et il a installé des régimes coloniaux, soutenus par ses troupes militaires. Toutefois, une analyse de la situation actuelle montre que, loin d'avoir atteint son objectif de contrôler la région, l'impérialisme est en recul sur ses positions. Malgré une dure offensive militaire, qui constitue un véritable génocide, et malgré l'augmentation des dépenses de guerre, il ne parvient pas encore à contrôler la "première ligne de front" en Irak à cause de la résistance militaire qui bénéficie d'un soutien de masse. Or, il doit déjà affronter un "second front" de résistance en Afghanistan, pays qui avait pourtant l'air d'être sous contrôle, peu de temps auparavant. »

La résistance devient plus forte

Les faits postérieurs ont confirmé cette analyse : la défaite israélienne au Liban et le cours des guerres en Irak et en Afghanistan affaiblissent de plus en plus la position de l'impérialisme dans la région. Même en Somalie on observe les échos des difficultés qui menacent les intérêts de Washington : les comités islamiques ont pris le contrôle de la capitale Mogadiscio sans que l'impérialisme puisse intervenir avec des troupes pour l'éviter.

En Irak, après trois années

d'occupation, la résistance armée se maintient, se renforce et devient de plus en plus audacieuse dans ses actions, alors qu'en mai de cette année le vice-président américain, Richard Cheney, a déclaré qu'elle « agonisait ». Voyons quelques données récentes.

Au mois d'octobre, plus de 100 soldats américains sont morts, le plus grand nombre mensuel de l'année. Selon les chiffres officiels, sûrement sous-estimés, plus de 2.800 soldats occupants ont déjà trouvé la mort dans le pays. Une des bases militaires les plus importantes, *Falcon*, dans le Sud de Bagdad, est pratiquement détruite, après plusieurs attaques de la résistance avec des mortiers.

Un rapport du chef du service secret des Marines des Etats-Unis indique que les soldats américains ont été incapables de mettre un terme au contrôle que la résistance exerce sur la vaste province occidentale d'Al-Anbar. En Amarah, dans le Sud du pays, une tentative d'imposer l'ordre aux milices de l'ecclésiastique Muaqta Al Sadr a terminé en un échange de tirs avec plus de vingt morts des forces armées irakiennes, sans atteindre l'objectif.

Le nouveau gouvernement ne contrôle pas le pays

Dans ce même numéro de *Courrier International*, nous avons dit que « le nouveau gouvernement d'Al Maliki est d'une faiblesse profonde parce qu'il manifeste une grande division entre les différentes fractions bourgeoises qui le composent. »

Quelques mois plus tard, en proie à la désorientation et à la confusion, le premier ministre irakien a répondu à la presse qu'il n'était pas « une marionnette de Washington » (sic) et qu'il « ne voyait pas de motifs pour accepter un retrait immédiat » (des troupes occupantes). Bush lui a parlé par téléphone pour lui « confirmer » qu'il n'était pas une

« marionnette », mais qu'il allait « s'entendre » avec lui pour redresser la situation. Ensuite, Bush a déclaré à la presse qu'il avait dit à Al Maliki qu'il aurait pu « mieux agir » pour contrôler la sécurité en Irak et désarmer les milices.

Al Sadr : un problème

Dans ses déclarations à la presse, Al Maliki a confirmé qu'il ne soutenait pas les attaques contre la milice d'Al Sadr (l'Armée Mehdi), qui avait été sous le feu des Marines américains et de l'armée irakienne ces derniers jours à Bagdad.

L'organisation d'Al Sadr fait partie du gouvernement marionnette d'Al Maliki avec plusieurs fonctionnaires, y compris avec des responsabilités de premier niveau dans la police irakienne. Mais, en même temps, elle représente un problème sérieux pour Washington parce que, en plus de ne pas accepter les ordres de rendre les armes de sa milice, elle a fêté la victoire du Hezbollah contre Israël au Liban avec une mobilisation publique.

Al Sadr est très proche des secteurs de la hiérarchie religieuse iranienne et sa force de militants chi'ites est maintenant plus puissante qu'en 2004 : en plus de son influence traditionnelle dans les quartiers chi'ites de Bagdad, s'ajoute maintenant une influence croissante à Bassorah et dans la région sud du pays.

Alors que Bush a la politique d'obliger Al Sadr à rendre les armes, Al Maliki a beaucoup de doutes pour faire face à un des rares soutiens qu'il a encore. En plus, une confrontation ouverte avec Al Sadr, le poussant à une alliance avec la résistance sunnite, peut rendre impossible la continuité de l'occupation impérialiste. Il est certain que, sans la politique encore négociatrice du régime de l'Iran et son influence sur Al Sadr, cette situation limite

pourrait déjà avoir explosée.

C'est-à-dire que la mission que les occupants impérialistes ont donnée à Al Maliki, de désarmer les milices, paraît complètement non-viable puisque le premier ministre irakien ne possède ni les bases politiques ni la force militaire pour l'accomplir. C'est pourquoi, la politique de parier sur une réduction progressive des troupes américaines, au fur et à mesure que le gouvernement marionnette contrôle la situation, n'est rien d'autre que de la « publicité trompeuse » de Bush.

Critiques des commandements militaires

Cet affaiblissement se manifeste aujourd'hui dans un débat dans les pays impérialistes eux-mêmes, avec des remises en question importantes de la part des commandements militaires. Aux Etats-Unis, il y a quelques mois, six généraux se sont mis à condamner publiquement la politique du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, étant donné qu'elle constituait une menace pour la structure elle-même de l'Armée. Il y a peu, des sous-officiers et des soldats en service sont allés au Congrès pour demander un changement dans l'orientation du gouvernement concernant l'Irak. Les manifestations publiques des militaires en activité étant interdites, ils ont utilisé un subterfuge, certainement en accord avec les congressistes : ils ont déclaré qu'ils allaient les visiter, pour « les informer sur ce qui se passe au front ». En outre, les journaux publient de graves dénonciations de réservistes, comme celle de Kevin Tilmann, dont le frère est mort en Irak.

Le jour de sa nomination en tant que chef de l'Etat Major anglais, le général Richard Dannatt a dit au journal *Daily Mail* que son gouvernement « devrait nous sortir (de l'Irak) sans tarder, parce que la permanence des troupes britanniques exacerbe les problèmes de sécurité ». Alors que

la situation à Bassorah et dans le Sud l'Irak était jusqu'à maintenant tranquille, le fait est que les soldats anglais sentent mieux qui quiconque sa détérioration, avec l'augmentation des attaques de la résistance.

Autrement dit, ces militaires voient le risque que le cours de la guerre provoque une rupture dans les forces armées des pays impérialistes, un fait très grave du point de vue stratégique.

Les contradictions à fleur de peau

La préoccupation ne touche pas seulement les militaires. Elle s'étend à de nombreux fonctionnaires et politiciens. Un diplomate haut placé des Etats-Unis a déclaré sur la chaîne de TV Al-Jazeera que son pays « *a agi avec arrogance et stupidité en Irak* ». Quelques jours après, rien moins que l'ambassadeur des Etats-Unis en Irak, Zalman Khalilzad, a déclaré solennellement, à côté du général George Casey, principal chef des troupes d'occupation, qu'il y aurait rapidement « *un calendrier de retrait* ». Comme cela se passe toujours dans des cas pareils, Donald Rumsfeld, actuellement mis à l'écart, s'est empressé de le réfuter.

Cette préoccupation est arrivée jusqu'à des chefs du parti républicain de Bush. Le président du Comité des Services Armés du Sénat, John Warner, a mis en doute la promesse de Bush que ce pays se transformerait en un « *modèle de transformation démocratique* ». La cuisante défaite républicaine dans les élections législatives récentes ne fera qu'augmenter cette tendance.

La carte de la division de l'Irak

Toutefois, ce serait une erreur complète de croire que l'impérialisme américain acceptera tranquillement d'être mis en échec dans cette guerre, ce qui aurait, comme l'a dit Bush, des « *conséquences désastreuses* » pour ses intérêts.

C'est pourquoi, non seulement

Bush mais aussi la nouvelle majorité démocrate au Congrès des Etats-Unis vont faire l'impossible pour inverser la situation. Actuellement, le gouvernement Bush essaye d'utiliser la vieille politique de l'empire anglais : diviser pour régner.

C'est-à-dire, ils vont promouvoir la lutte interne entre les ethnies et les communautés religieuses irakiennes. De plus en plus, « l'option définitive » de l'occupant est celle de stimuler une guerre civile en Irak. Pour cela, ils utilisent à nouveau la tactique des « escadrons de la mort », appliquée par la CIA en Amérique Centrale dans les années 80, à la différence que ces escadrons se cachent maintenant dans différents courants religieux pour encourager la confrontation entre communautés. Une grande partie de ce qu'on appelle « la guerre civile » cache l'activité des « escadrons de la mort » de la Brigade Badr, dirigée par le parti chi'ite CSRI depuis le ministère de l'Intérieur lui-même. Voyons le récit suivant de Sabah Ali (*Iraq Solidaridad*, publié dans *Rebelión* 25/10/06) :

« *Circuler sur les autoroutes de Bagdad devient extrêmement dangereux. Les gens disparaissent, sont kidnappés ou assassinés sur les autoroutes que les escadrons de la mort et les mafias criminelles contrôlent. Il n'y a que la Résistance qui protège les individus et les communautés. Le gouvernement se trouve du côté des assassins [...]. Les rues sont pleines d'individus avec des accents étrangers [...]. Les troupes américaines commencent le bombardement et les paramilitaires irakiens continuent ensuite le travail. Les politiciens utilisent leurs milices dans les deux bandes. Il est très important de se rendre compte qu'on ne mentionne jamais la Résistance dans les classifications des sectes [...]. Aujourd'hui [17 octobre] des milices en uniforme assassinent des sunnites, en obligeant les*

familles d'abandonner leurs maisons en deux heures, tandis que les forces américaines se maintiennent en marge. 80 cadavres sont arrivés, uniquement à l'hôpital de Bêlez. Les villes irakiennes au Nord de Bagdad sont assiégées depuis des mois, tandis que des hommes en uniforme dans des véhicules des forces de sécurité attaquent, assassinent et kidnappent leurs citoyens. Nous devons admettre que les experts de la CIA en escadrons de la mort ont fait un bon travail. »

Bush stimule ce type de confrontations dans le but d'avancer vers une division de l'Irak en trois « régions autonomes » (kurdes dans le Nord,

sunnites et chi'ites dans le centre et chi'ites dans le Sud) contrôlées par des gouvernements au service de Washington. En même temps, des contacts ont été entamés avec des organisations de la résistance sunnite, pour voir si on parvient à les incorporer aux négociations. Voilà le plan que la commission propose à Bush, la recherche d'une « issue » : si on ne peut pas contrôler le pays dans son ensemble, il faut le diviser et essayer de contrôler les régions séparément.

Il est possible de mettre l'impérialisme en échec

Depuis la LIT-QI, nous croyons qu'il est possible de mettre en échec ce nouveau plan de Bush, comme cela a été le cas avec

d'autres projets. Plus que jamais, l'unité de la résistance, entre tous les secteurs et ethnies, est indispensable en Irak. Il y a eu déjà quelques pas en ce sens, comme la création du Commandement Politique Unifié de la Résistance Irakienne, où participent des organisations militaires, laïques et religieuses, majoritairement les sunnites mais aussi quelques chi'ites.

Nous croyons que ce processus doit s'étendre. Si cette unité se met en place et est combinée avec l'opposition croissante à la guerre aux Etats-Unis, les jours de l'occupation impérialiste seront comptés et la politique de division du pays sera aussi mise en échec.

La farce du jugement contre Saddam Hussein

La première semaine de novembre, le tribunal qui jugeait le président irakien déchu, Saddam Hussein, l'a condamné à mort par pendaison pour le massacre de 148 habitants chi'ites du village de Dujail, au Nord de Bagdad, en 1982.

Saddam a été un dictateur qui a réprimé de manière sanglante le peuple irakien, spécialement les Chi'ites et les Kurdes. Il est responsable, sans doute, de ce crime et de bien d'autres. Toutefois, **ce jugement ne peut être qualifié que comme une farce complète, propre d'une « justice coloniale »**.

D'abord, parce que son véritable objectif n'est pas de « faire justice » pour le peuple irakien mais de couvrir d'un voile de « légalité juridique » l'invasion et l'occupation de l'Irak par des troupes impérialistes, dont l'excuse principale a été, précisément, de « libérer » ce pays de « la tyrannie de Saddam Hussein ».

Deuxièmement, parce que le tribunal qui l'a jugé fait partie d'un gouvernement marionnette, agent d'une occupation coloniale, qui a déjà causé 655.000 morts dans le pays (voir encadré) et qui utilise de manière non-discriminée la méthode de la torture et le massacre de civils. Les crimes commis par l'occupation sont beaucoup plus grands que ceux de Saddam, mais ils ne sont ni condamnés ni jugés. Au contraire, ils sont encouragés par le gouvernement américain et ses marionnettes en Irak. Rappelons que le gouvernement Bush vient d'approuver une loi qui autorise la torture des prisonniers considérés comme « combattants ennemis ».

En troisième lieu, on le condamne, avec une hypocrisie totale, pour un crime commis au moment

Secrétariat de la LIT-QI où Saddam était un allié de l'impérialisme américain et développait une guerre contre l'Iran, dans le but d'affaiblir la révolution dans ce pays.¹

Durant ces années, l'impérialisme est resté muet face aux crimes de Saddam, comme il a toujours fait face à tous les dictateurs qui lui sont utiles. Rappelons la réponse de Franklin D. Roosevelt, président des Etats-Unis à l'époque, à ceux qui lui signalaient les atrocités commises par Anastasio Somoza père, au Nicaragua : « ce sera un fils de pute, mais c'est notre fils de pute ». Après l'invasion du Koweït, en 1990, Saddam a cessé d'être un « allié » et est devenu un « ennemi ». C'est pourquoi, les crimes précédemment admis sont maintenant « condamnés ».

Nous n'avons pas de doutes que Saddam mérite d'être jugé et condamné pour ses atrocités. Mais ni l'impérialisme criminel ni son gouvernement marionnette en Irak n'ont aucun droit, ni politique ni moral, pour le faire. Seul le peuple irakien a le droit légitime pour cela. Mais ce droit ne pourra seulement être exercé de manière effective que lorsque les occupants impérialistes et ses marionnettes irakiennes auront été mis en échec et expulsés du pays. C'est pourquoi, nous dénonçons ce jugement comme une véritable farce et nous rejetons la condamnation avec laquelle a terminé ce procès.

¹ En 1979, une grande révolution ouvrière et populaire a renversé la Sha Pahlevi en Iran, un des grands alliés de l'impérialisme dans la région. En septembre 1980, en utilisant comme excuses des divergences sur les frontières, Saddam a déclaré la guerre et a envahi l'Iran, avec l'approbation du gouvernement des Etats-Unis. En 1982, les troupes irakiennes avaient déjà été expulsées de la plupart du territoire envahi, mais la guerre s'est prolongée jusqu'en 1988, avec de lourdes pertes humaines et un affaiblissement économique des deux pays.

Ligue Communiste des Travailleurs

Le lecteur habituel de *Presse Internationale* a probablement remarqué un changement dans le titre de cette édition, signé maintenant LCT.

Les camarades de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale en Belgique qui éditent *Presse Internationale* ont en effet décidé de se constituer en *Ligue Communiste des Travailleurs / Communistische WerkersBond*, comme premier pas pour devenir une section de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale - LIT-QI (dont seul le Comité Exécutif International est statutairement autorisé à accepter de nouvelles sections nationales).

Ce qui n'a pas changé - nous le soulignons - est la colonne à gauche de l'Édito, sur la deuxième page de *Presse Internationale*. Nous continuons à revendiquer le même objectif fondamental de « *construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs* ».

Le premier numéro de *Presse Internationale* a été publié, il y a dix ans. Entre-temps, l'équipe de camarades de la LIT-QI en Belgique s'est agrandie. A notre petite échelle, nous avons participé dans les grandes luttes de notre classe, en Belgique et dans le monde, et nous y avons défendu le programme de la LIT-QI. Depuis quelques mois, nous avons entamé une étude plus spécifique et nous avons élaboré un Programme pour la Belgique (dont le texte est disponible chez le camarade qui vous offre ce journal). Et ce 11 novembre, nous avons célébré la Conférence de Fondation de la Ligue Communiste des Travailleurs avec la participation de camarades d'autres sections de la LIT-QI et de militants extérieurs à notre organisation qui nous ont accompagnés depuis des années dans notre participation dans les luttes de notre classe.

La Conférence a nommé à la présidence d'honneur:

- Nahuel Moreno, fondateur de la Ligue Internationale

- des Travailleurs - Quatrième Internationale;
- *Semira Adamu*, une "sans-papier" nigérienne, assassinée par la police belge en 1998, lors de sa déportation, symbole de la lutte des sans-papiers;
- *Léon Lesoil* et *Abraham Léon*, qui ont payé de leur vie dans les camps de concentrations de la gestapo leur combat pour sauver la IV Internationale de la destruction pendant les années de la guerre, en transformant l'héroïque résistance à l'occupation nazi en combat révolutionnaire en Belgique.

Nous avons reçu l'adhésion enthousiaste de différentes sections de la LIT-QI, et nous voulons terminer cette présentation de la Ligue Communiste des Travailleurs par un extrait du salut du Secrétariat International de la LIT-QI à notre Conférence de Fondation :

Pour nous, la fondation d'une nouvelle section en Europe est une raison de fierté, dans un pays impérialiste comme la Belgique. D'abord, par l'importance stratégique de ce continent et de son prolétariat, un des plus concentrés et plus combatifs du monde, héritier de la première tradition marxiste.

Deuxièmement, parce que, bien que s'agissant encore d'un petit groupe de fondation, vous êtes en train de vous construire avec la méthode de faire face avec beaucoup de sérieux à deux tâches centrales de ce stade d'un groupe trotskiste et moréniste. La première est l'élaboration d'un programme national qui résume nos propositions aux travailleurs et permet notre intervention dans le mouvement ouvrier et de masses. La seconde, est la recherche d'un point d'insertion dans le mouvement de masses qui, dans votre cas, est le secteur des travailleurs immigrants et sans-papiers qui joue un rôle d'avant-garde dans la lutte des classes en Belgique et en Europe.

En troisième lieu, et non le moins important, parce que votre projet et votre référence est, dès son origine, une partie consciente de la reconstruction de la IV

Internationale et de la LIT-QI, en agissant en collaboration avec les sections de l'Europe et avec toute l'Internationale.



Non à la loi liberticide !

Le 7 novembre 2006, Musa Asoglu, Dursun Karatas, Bahar Kimyongür et quatre autres militants ont été condamné à Gand à de lourdes peines de prison, allant jusqu'à sept ans, pour leur combat contre le régime antidémocratique et les sévices infligés aux prisonniers politiques en Turquie. Ils ont été condamnés sur la base d'une loi "antiterroriste", mise en chantier au niveau européen à peine quelques jours après les attentats du 11 septembre 2001 et que le Parlement belge a transposé sans discussion en loi nationale le 11 décembre 2003, à la quasi-unanimité.

Cette condamnation recèle clairement une complicité de la Belgique avec le régime turque - lui, bien terroriste.

Serons-nous condamnés demain pour avoir dénoncé que la Belgique maintient des enfants en prison? Pour avoir dénoncé que l'armée belge soutient Israël en lui protégeant ses arrières au Liban pour qu'elle puisse attaquer la bande de Gaza?

Indépendamment des réserves politiques que nous pouvons avoir sur l'activité du DHKC, nous soutenons sans conditions la lutte pour la libération de ces prisonniers politiques, qui doit aller de pair avec une ample mobilisation contre cette loi qui a permis de les condamner.

Non au terrorisme d'État : ni en Turquie ni ailleurs !
Abolition des lois liberticides !

L'état belge maintient un régime policier brutal contre les « sans papiers ».

L'état belge continue à arrêter, enfermer et expulser hommes, femmes et enfants sous le seul prétexte qu'ils sont nés ailleurs, qu'ils sont déclarés « illégaux ». Un véritable régime policier est en place pour persécuter et maintenir dans la clandestinité ces milliers de travailleurs sans papiers :

- A l'Office des Etrangers (OE), un témoignage anonyme fait état qu'une femme qui *était enceinte au minimum de 7 mois (...)* se *débattait dans le local où on lui avait notifié son envoi en centre fermé, on entendait les cris, les supplications et les pleurs de cette femme désespérée, (...) la dame a été saisie par les mains et les pieds, emportée comme un vulgaire paquet pour être jetée dans la camionnette aux vitres grillagées devant l'emmener vers le centre fermé!* (Communiqué CRER du 21/11/06)
- Des afghans se sont présentés à l'OE pour profiter de la nouvelle loi de « protection subsidiaire » qui déclare que l'Afghanistan n'est pas un pays sûr pour eux. Ils ont tous été embarqués et incarcérés dans les centres fermés de Merksplats et de Brugge !
- Après leur action spectaculaire début novembre, les Iraniens qui occupaient l'église des Minimes ont été brutalement délogés et incarcérés dans des centres fermés. Pourtant, les autorités savent très bien qu'ils ne pourront pas expulser ces personnes. Il s'agit pour l'Etat de les enfermer pour avoir osé résister. Une militante de la CRER a également été arrêtée et détenue abusivement pendant plus de 10h !

Source : CRER – www.regularisation.canalblog.com

Pas d'enfants en prison !
Les centres fermés : une réalité inacceptable

**Pour la libération immédiate
des enfants !**

**Pour la suppression
des centres fermés !**

Dimanche 3 décembre – 14h
Marche de la gare de Nossegem
au centre Fermé 127bis

Pour la libération de Vincente,
militant de l'UDEP et porte-parole de
l'occupation de l'Eglise Saint Bernard.

Tous les lundis de 11h à 12h

Face au CGRA
6 Boulevard du Roi Albert II - 1000 Bruxelles

Libérez *tous* les prisonniers

Régularisez *tous* les sans papiers !

Libérez *tous* les prisonniers politiques